


Informations de base	
<b>2017/2133(IMM)</b> IMM - Immunité des députés	Procédure terminée
Demande de levée de l'immunité de Manolis Kefalogiannis  <b>Subject</b> 8.40.01.03 Immunité des députés	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div style="border: 1px solid red; padding: 2px;">JURI</div> Affaires juridiques		CAVADA Jean-Marie (ALDE)	12/07/2017
			Rapporteur(e) fictif/fictive ZWIEFKA Tadeusz (PPE) REGNER Evelyn (S&D) DZHAMBAZKI Angel (ECR) CHRYSOGONOS Kostas (GUE/NGL) HAUTALA Heidi (Verts/ALE) LEBRETON Gilles (ENF)	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
10/10/2018	Vote en commission		
16/10/2018	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A8-0333/2018</a>	<a href="#">Résumé</a>
23/10/2018	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0386/2018</a>	<a href="#">Résumé</a>
23/10/2018	Résultat du vote au parlement		
23/10/2018	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2017/2133(IMM)
Type de procédure	IMM - Immunité des députés
Sous-type de procédure	Levée d'immunité

<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 6
<b>Autre base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 165
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	JURI/8/10534

<a href="#">Portail de documentation</a>				
<b>Parlement Européen</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Commission</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A8-0333/2018</a>	16/10/2018	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0386/2018</a>	23/10/2018	<a href="#">Résumé</a>

<a href="#">Informations complémentaires</a>		
<b>Source</b>	<b>Document</b>	<b>Date</b>
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

## Demande de levée de l'immunité de Manolis Kefalogiannis

2017/2133(IMM) - 16/10/2018 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires juridiques a adopté le rapport de Jean-Marie CAVADA (ADLE, FR) sur la demande de levée de l'immunité de Manolis KEFALOGIANNIS (PPE, EL).

La demande de levée de l'immunité de Manolis Kefalogiannis a été transmise en date du 31 mai 2017 par le procureur général de la Cour suprême de la République hellénique de manière à engager des poursuites pénales à son encontre pour deux délits présumés.

Il est reproché à Manolis Kefalogiannis d'avoir tenté de commettre une **fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne** ayant entraîné un préjudice de plus de 73.000 euros pour avoir tenté de détourner illégalement une partie du salaire de son assistante pour un montant de 4.240 euros par mois, entre juillet 2014 et la fin de l'année 2016.

Sur la base des informations et explications fournies dans la présente affaire, y compris les réponses données par le procureur public adjoint de la République hellénique lors de l'échange de vues tenu avec lui, et étant donné les circonstances dans lesquelles l'affaire a été traitée par les instances impliquées, les incertitudes et les doutes qui pèsent sur la procédure, il est apparu qu'il s'agit d'une affaire où l'on peut supposer l'existence d'un **cas de *fumus persecutionis***.

La commission compétente a donc recommandé que le Parlement européen décide **de ne pas lever l'immunité** de Manolis Kefalogiannis.

## Demande de levée de l'immunité de Manolis Kefalogiannis

2017/2133(IMM) - 23/10/2018 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé, par 307 voix pour, 253 contre et 41 abstentions, **de ne pas lever l'immunité de Manolis Kefalogiannis** (PPE, EL).

Le procureur général adjoint de la Cour suprême de la République hellénique a demandé la levée de l'immunité parlementaire d'un député au Parlement européen, Manolis Kefalogiannis, de manière à engager des poursuites pénales à son encontre pour deux délits présumés.

Il est reproché à Manolis Kefalogiannis d'avoir tenté de commettre une fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne ayant entraîné un préjudice de plus de 73.000 euros en ayant tenté de détourner illégalement une partie du salaire de son assistante pour un montant de 4.240 euros par mois, entre juillet 2014 et la fin de l'année 2016.

Étant donné les circonstances dans lesquelles l'affaire portée contre Manolis Kefalogiannis a été traitée par les instances impliquées, les incertitudes quant aux éléments sur lesquels repose la demande de levée d'immunité et les sérieux doutes qui pèsent sur la procédure, y compris sur la motivation

qui sous-tend la demande de levée d'immunité, il est apparu qu'il s'agit d'une affaire où l'on peut supposer l'existence d'un cas de *fumus persecutionis*, c'est-à-dire que l'intention sous-jacente de la procédure judiciaire peut être de nuire à l'activité politique du député ou à sa réputation et, partant, à l'indépendance du Parlement.

Par conséquent, le Parlement a estimé que l'immunité de Manolis Kefalogiannis ne devrait pas être levée.